

Numéro 107 - 9 août 2016

### **La lutte pour la dignité du travail**

## **La section locale 1005 célèbre 70 années de résistance ininterrompue à la défense des droits des métallos**



Célébration du 70e anniversaire de la section locale 1005 des Métallos le 29 juillet 2016

### **La lutte pour la dignité du travail**

- La section locale 1005 célèbre 70 années de résistance ininterrompue à la défense des droits des métallos
- Les métallos de Stelco affirment leurs droits
- Les métallos défendent la justesse de leur cause malgré le mépris de la Cour
- Les sections locales des métallos de la région de Hamilton demandent une enquête publique - *Information Update*

---

### **La lutte pour la dignité du travail**

## **La section locale 1005 célèbre 70 années de résistance ininterrompue à la défense des droits des métallos**

Le 29 juillet dernier, plus de 500 métallos, les membres de leur famille et des amis ont rempli la Salle de banquet Michelangelo pour marquer le 70e anniversaire de la fondation de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos. Le président de la section 1005, Gary Howe, a chaleureusement accueilli tout le monde à cette célébration de la grande tradition de lutte de la section locale à la défense des droits.

Gary a présenté aux participants une copie du numéro fraîchement sorti des presses de *Information Update* et a appelé les participants à en prendre des copies pour eux-mêmes, leur réseau de connaissances, leurs voisins et les résidents. Ce numéro traite de la longue histoire de la section locale 1005 à la lumière de la lutte actuelle que mènent les membres, les retraités et la communauté pour défendre leurs droits. *Information Update* est un instrument précieux pour mettre à nu et analyser les conditions auxquelles les métallos et les retraités font face avec la frauduleuse protection de la faillite de US Steel en vertu de la LACC, les dangers que cela fait courir au peuple, à l'économie et à toute la communauté et pour mettre en lumière la nécessité de la résistance organisée.



**Contactez la section locale 1005 pour obtenir des copies du numéro de juillet de *Information Update* -- [uswa1005.ca](http://uswa1005.ca)**

Plus tard pendant la soirée, Gary a dressé un portrait détaillé de l'histoire de résistance de la section 1005, depuis le début du 21e siècle, aux attaques contre les métallos, les retraités et l'économie. Il a dénoncé les procédures de la LACC qui permettent à un juge de rayer d'un trait de plume les avantages sociaux à la retraite qui reviennent de droit aux retraités de Stelco.



Les Canadiens doivent dénoncer d'une seule voix le scandale de l'achat de Stelco par US Steel (USS) en 2007 qui apparaît maintenant avoir été fait pour détruire une grande partie de sa capacité productive. Non content d'avoir détruit Stelco en tant que concurrent, US Steel manipule en ce moment les procédures de la LACC avec son affirmation absurde à l'effet que son achat et sa propriété du capital-actions de Stelco se sont transformés on ne sait comment en une dette envers lui-même. En défendant cette position illégale et ridicule en collusion avec le tribunal de la LACC, USS tente de s'approprier des meilleurs clients de Stelco et de s'emparer de 2,2 milliards \$ par la liquidation des actifs restants de Stelco, laissant derrière lui au Canada des montages de dettes, des installations fermées, des fond de pensions sous-financés, des avantages sociaux non payés, des taxes municipales non

payées, et un prêt de 150 millions \$ de la province en plus de problèmes environnementaux non résolus. Les métallos actifs et à la retraite de Stelco et leurs alliés dans cette région de l'acier et dans le pays sont déterminés à empêcher que ce crime soit commis.

En plus des centaines de membres et de retraités de la section 1005, la célébration du 70e anniversaire comprenait aussi une délégation du Parti marxiste-léniniste et des alliés et invités distingués comme l'ex-président maintenant retraité de la section locale 1005 Rolf Gerstenberger et l'ex-vice-président Jake Lombardo de même que des membres actuels et anciens de l'exécutif de la section locale et des vétérans de la grève de 1946 et des membres de leur famille ; l'ancien maire de Hamilton et député fédéral actuel de Hamilton East-Stoney Creek Bob Bratina ; Scott Duvall,

député fédéral de Hamilton Mountain ; Paul Miller, député provincial de Hamilton East-Stoney Creek ; Monique Taylor, députée provinciale de Hamilton Mountain ; Bill Ferguson, président de la section locale 8782 des métaux à l'usine de US Steel (Stelco) à Nanticoke ; Ken Neumann, directeur national pour le Canada du Syndicat des Métaux ; Marty Warren, directeur du District 6 du Syndicat des Métaux ; Anthony Marco, président du Conseil du travail du district de Hamilton et des représentants du Conseil du travail d'Oakville de même que des membres du Conseil de Toronto du Syndicat des Métaux.



**Des vétérans de la grève de 1946 à Stelco et des membres de leur famille se joignent à des membres actuels et anciens de la direction de la section 1005 et aux alliés et invités distingués pour une photo commémorative de l'occasion.**

Tim Blackborow, qui représente les métaux de la section 1005 à MANA, maintenant en lock-out depuis trois ans, a été présenté aux participants sous un tonnerre d'applaudissements. Rob Kristofferson et Simon Oprana ont annoncé le lancement le 17 septembre prochain de leur livre sur la grève de Stelco de 1946, « Showdown ! Making Modern Unions ».

### **Soizante-dix ans et toujours debout!**

« Notre résistance a été héroïque et continue de l'être. Nous avons défendu la dignité du travail et nous la défendons encore. Nous avons présenté des solutions aux problèmes qui ont surgi et ces solutions sont au service de l'intérêt public. Elles ne concernent pas uniquement les problèmes à Stelco, aujourd'hui USS, mais les problèmes du secteur canadien de l'acier et de l'économie canadienne dans son ensemble. Nous continuons de le faire. [...]

« Alors que nous célébrons les 70 ans de notre syndicat, nous sommes très conscients que nous sommes entrés dans une phase entièrement nouvelle de la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation et de la lutte pour affirmer nos droits et faire prévaloir la justice de notre cause. »

-- Gary Howe, *Information Update*, juillet 2016



# Les métallos de Stelco affirment leurs droits

*Mettons fin à la fraude de la LACC !  
Stelco doit continuer de produire de l'acier !*



**Piquet des métallos contre les audiences de la LACC à Toronto le 27 juillet 2016**

Dirigés par le président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, Gary Howe, quarante métallos actifs et à la retraite de Hamilton et des supporters ont rempli un autobus le 27 juillet pour se rendre à un palais de justice de Toronto pour dénoncer le caractère frauduleux de la LACC et défendre les droits des travailleurs. Ils ont rempli la salle d'audience, démontrant une fois de plus que les métallos ne vont pas garder le silence et s'organisent activement pour défendre leurs droits et les droits de tous.

L'enjeu immédiat est le rétablissement des avantages sociaux à la retraite en matière de santé qui font partie d'une entente contractuelle de longue date avec Stelco et son successeur, US Steel Canada, la filiale à part entière de US Steel (USS). USS a renié son arrangement contractuel de payer les avantages sociaux à la retraite (appelés OPEB en anglais, ou Other Post-Employment benefits) avec l'appui de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) qui est complètement discréditée.

Sous la protection de la LACC, US Steel tente de liquider Stelco en tant que futur concurrent et de s'emparer du même coup de 2,2 milliards \$ représentés par les avoirs des usines une fois vendus à la pièce. Les gens de Hamilton et de Nanticoke et leurs alliés à l'échelle du pays dénoncent d'une seule voix ce travesti de justice. Ils veulent faire échouer cette attaque et qu'une alternative soit trouvée qui bénéficie aux travailleurs, aux retraités, aux communautés de l'acier et à l'économie canadienne.

La présence des 40 métallos au palais de justice de Toronto exprime le mépris qu'a la classe ouvrière pour la violation de ses droits. L'ordonnance du juge de la LACC de nier leurs OPEB aux retraités et d'accepter la demande outrageante de US Steel à l'effet que sa propriété de Stelco n'est pas du capital-actions mais une dette envers lui-même montre bien le triste état dans lequel sont les affaires juridiques et politiques du Canada, à genoux devant le droit de monopole et l'impérialisme américain.

Au lieu d'adopter une position juste et de tout de suite renverser son ordonnance précédente de suspendre le paiement des avantages sociaux à la retraite, le juge de la LACC a refusé d'entendre la

motion du Syndicat des Métallos réclamant le rétablissement des paiements. Il a accepté la requête de report de l'avocat de la compagnie visant à ce que la « question soit réglée » hors cours avec le Syndicat des Métallos. Dans son argument en faveur de la motion, l'avocat de la compagnie a dit que s'il n'était pas possible de résoudre la question avec le syndicat, « la compagnie aurait besoin de temps pour préparer sa présentation au tribunal en réponse à la motion du Syndicat des Métallos ». En d'autres mots, le report est une tactique pour gagner du temps afin que la suspension du paiement des avantages sociaux soit maintenue bien qu'elle ne soit pas justifiable.

Mis à part le fait que les OPEB sont un droit inscrit dans un contrat, la filiale de USS n'a pas d'affaire à se trouver sous la protection de la faillite ; elle n'a pas utilisé un sou du fonds de débiteur-exploitant, elle a de bonnes liquidités, son carnet de commandes grandit et le prix de l'acier s'est stabilisé à un nouveau plus élevé. En plus de tout cela, aucun créancier n'a demandé qu'il y ait des procédures de protection de la faillite en raison de dettes impayées. La seule partie qui ait demandé l'intervention de la LACC est la compagnie-mère US Steel ( l'unique propriétaire de US Steel Canada) qui semble vouloir liquider Stelco comme concurrent, voler ses meilleurs clients, renier son obligation sociale et légale de financer les pensions de Stelco et les avantages sociaux à la retraite, vendre les actifs de Stelco à la pièce, refuser de faire quelque nettoyage environnemental et s'emparer de jusqu'à 2,2 milliards \$ à même la liquidation des actifs restants.

En demandant le rétablissement immédiat des OPEB, les avocats du Syndicat des Métallos ont dit que la motion devrait être entendue sans délai parce que c'est une question de principe. À ce moment-là, les tactiques de la filiale de USS pour gagner du temps sont devenues encore plus évidentes. Les avocats de la compagnie ont dit avoir besoin de plus de temps pour se préparer et que le contrôleur et principal agent de restructuration en vertu de la LACC et eux-mêmes connaissaient des problèmes d'horaire ce qui rendait impossible une date rapprochée pour entendre la motion. L'élite dirigeante et ses avocats ont des problèmes d'horaire parce qu'ils passent tout leur temps à plaider et à profiter de ces procédures frauduleuses de la LACC au détriment de la classe ouvrière et ils ne reconnaissent aucune urgence à soulager les souffrances réelles des retraités dont le droit aux OPEB inscrit dans un contrat est bafoué. En plus de cela, US Steel cherche à conserver autant d'argent que possible dans les coffres de sa filiale parce qu'il veut s'en emparer lors de la liquidation. USS préfère que la province fasse des paiements partiels des OPEB à partir de son fonds de transition. De cette façon, le 3,5 millions de dollars que la compagnie « épargne » par mois est la cerise sur le gâteau qui s'ajoute au 150 millions \$ du prêt du gouvernement provincial que USS refuse de rembourser.

Le juge de la LACC a reporté l'audience sur la motion du Syndicat des Métallos visant à rétablir les OPEB en disant que si les discussions hors cour ne règlent pas la question, il y aura une conférence entre les avocats pour fixer une date d'audience.

La fraude de la LACC se poursuit, laquelle dévore toujours plus d'argent en audiences et en frais d'avocats pendant que les travailleurs et les retraités font face à un avenir incertain et que les OPEB ne sont pas payés. L'absence d'une autorité publique ayant le courage de tenir tête au saccage fait par le droit de monopole et l'impérialisme américain se fait cruellement sentir. Une autre façon de faire les choses est nécessaire et possible ! La classe ouvrière canadienne n'est pas prête à accepter ce statu quo de prosternation devant le droit de monopole et à voir détruits et bafoués ses conditions à la retraite, son économie et son mode de vie.

***Mettons fin à la fraude de la LACC !  
Non à la destruction et au vol des actifs canadiens de l'acier et de  
l'économie canadienne par US Steel !  
Non au droit de monopole ! Oui au droit public !  
Stelco doit continuer de produire de l'acier !***

*Hamilton doit continuer d'être un producteur !  
Le Canada doit continuer d'être un producteur !*



## Les métallos défendent la justesse de leur cause malgré le mépris de la Cour

Les métallos ont assisté le 27 juillet à la session de la Cour supérieure de l'Ontario traitant des frauduleuses procédures d'insolvabilité de US Steel Canada. Ils continuent de protester contre le diktat que US Steel tente d'imposer par le biais du tribunal de la LACC. Environ 40 travailleurs ont rempli la salle d'audience pour réclamer justice. Malgré cela, ils ont été traités avec le plus grand mépris. Premièrement, les métallos ont dû attendre jusqu'à 11h15 que l'audience prévue pour 10 heures commence, sans recevoir d'explication. Puis, lorsque les procédures ont commencé, le juge Wilton-Siegel a refusé de mettre en marche le système de son afin que les travailleurs puissent entendre ce que les avocats et lui disaient.

« C'est une salle assez grande munie d'un système de son », a dit Jake Lombardo à *Information Update*. « Le juge avait un microphone, les tables d'où les avocats prenaient la parole étaient munies de microphones et il en était de même des tables des avocats. Lorsque le juge a commencé les procédures, un avocat a dit qu'il était difficile d'entendre et le juge a répondu qu'il n'avait rien dit d'important encore. La session s'est tenue pendant environ une heure sans système de son, alors c'était très difficile d'entendre ce qui se disait. Seul un avocat a parlé suffisamment fort pour que tout le monde puisse l'entendre. »

Jake a ajouté : « L'insulte finale s'est produite à la fin lorsque le juge a lu sa décision, se marmonnant des choses à lui-même pendant plus de 60 secondes jusqu'à ce qu'un retraité lui crie : 'On n'entend rien de ce que vous dites'. Le juge a levé les yeux et a lu sa décision toujours à voix basse. Cela montre que le tribunal a le plus grand mépris pour les travailleurs et les retraités, dont plusieurs sont durs d'oreilles à cause de toutes leurs années passées à l'aciérie. Le refus de faire marcher le système de son montre bien qu'ils ne veulent pas que les travailleurs soient là et certainement pas qu'ils entendent ce qui se passe. »



Jake a fait remarquer que ce mépris envers les travailleurs rappelle l'infâme décision « Golden Tulip » du juge James Farley lors de la fraude de la protection de la faillite de Stelco sous la LACC en 2004-2006. Le syndicat avait porté en appel la décision du juge Farley d'accorder à Stelco la protection de la LACC. Le syndicat a attendu la décision pendant plus d'un mois et la décision publiée était un document manuscrit impossible à lire dont les deux dernières pages étaient écrites sur du papier de l'hôtel Golden Tulip à Dar Es Salaam en Tanzanie. Comme si la Cour supérieure de l'Ontario n'avait pas les ressources pour émettre une décision tapée et lisible, a dit Jake. Les travailleurs avaient condamné cela à l'époque, a-t-il rappelé, et dénoncé le mépris que le tribunal manifestait envers les travailleurs.

*(Extrait de l'article de Information Update)*



## Les sections locales des métallos de la région de Hamilton demandent une enquête publique

- Information Update -



C'est dans un local syndical rempli à craquer que, le 14 juillet, les sections locales de la région de Hamilton du Syndicat des Métallos ont tenu une conférence de presse avec la participation du député provincial Paul Miller pour demander une enquête publique sur la protection de la faillite de Stelco et de US Steel Canada en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Ont participé à la conférence de presse des métallos, des retraités, des membres de leur famille et des membres de la communauté de même que des médias et des représentants politiques. Le président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, Gary Howe, a souhaité la bienvenue à tous les participants et présenté les autres dirigeants des sections locales présents à la tribune, Bill Ferguson, le président de la section locale 8782, Rob Newstead, le président de la division de décapage de la section locale 8782 ainsi que Paul Miller, député provincial de Hamilton East-Stoney Creek.

Gary a ensuite donné la parole à Rolf Gerstenberger, l'ancien président de la section locale 1005, qui a dirigé le syndicat pendant les nombreuses années d'attaques menées en vertu de la LACC, pour qu'il amorce la discussion.

Rolf a dénoncé l'injustice commise alors que des compagnies et des gouvernements font des promesses et des ententes avec les travailleurs lorsqu'ils ont besoin d'eux mais les renient dès que les travailleurs sont à la retraite ou sont considérés comme étant superflus.



Les métallos ont fait leur part dans l'échange avec ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives souvent dans des conditions très difficiles, a dit Rolf. Il a dit que plusieurs des travailleurs qui sont maintenant à leur retraite et qui subissent ces attaques ont produit de l'acier pendant des décennies en travaillant au four à réverbère, au haut fourneau, au four à coke et dans les différentes sections des usines.

Les métallos ont produit de l'acier selon les termes d'une convention collective et d'une législation provinciale qui leur garantissaient leurs avantages sociaux à la retraite. Renier ces engagements sous prétexte de circonstances spéciales est inacceptable et est profondément méprisant envers ceux qui produisent ce dont la société a besoin pour son existence, a dit Rolf. Il a donné comme exemple du mépris de l'élite dominante envers les travailleurs un rapport sénatorial publié à l'époque où Stelco s'était placée pour la première fois sous la protection de la LACC, entre 2004 et 2006. Les sénateurs avaient alors décidé que la LACC et d'autres lois de la faillite ne devraient pas être modifiées pour prioriser les retraités au moment de répartir les biens de la compagnie parce que la loi devait garantir « un équilibre entre toutes les parties » En d'autres mots, l'élite dirigeante a conclu que de prioriser les retraités, qui ont travaillé toute leur vie à produire la valeur pour société, ne serait pas équitable pour les créanciers.

Rolf a dit que l'attitude méprisante des sénateurs envers les travailleurs est telle que, selon eux, éliminer les avantages sociaux à la retraite, causer tant d'inquiétudes aux aînés qui ont tellement contribué à l'économie et menacer de réduire leurs pensions crée une sorte d'équilibre. Au contraire, a dit Rolf, ces conclusions montrent qu'on a affaire à une élite dirigeante qui s'allie avec les forces puissantes qui contrôlent la LACC tout en appelant cela de manière absurde un « équilibre » ou en disant n'importe quoi qui sonne bien à des fins de propagande. Ensemble, nous devons mettre fin à ces attaques, a dit Rolf.

Le président de la section locale 1005, Gary Howe, a dit que les métallos ont commencé dès 2003 à tenir des discussions régulières sur les attaques qui sont faites contre la classe ouvrière et sur comment leur répondre. Les métallos de la section locale 1005 en sont arrivés à la conclusion que pour en arriver à des changements favorables aux travailleurs, nous avons besoin de pouvoir politique, a dit Gary. Il a dit qu'il faut travailler ensemble parce que les travailleurs sont confrontés à des forces très puissantes. La LACC est menée par la cupidité et la soif du pouvoir ; l'argent et le pouvoir, rien d'autre, a-t-il dit.

Gary a rappelé que pendant la première ronde de la LACC, le syndicat s'était opposé à ce que les fonds spéculatifs se sauvent avec 1,2 milliard \$ lors de la vente de Stelco à US Steel. Les métallos se sont aussi opposés à ce que le gouvernement provincial ontarien accorde à US Steel une extension de la réglementation spéciale sur ses versements aux régimes de retraite, repoussant jusqu'en 2015 l'échéancier d'une pleine contribution au régime de retraite. Les métallos ont rencontré le gouvernement ontarien à chaque année pour faire connaître les problèmes qui sont liés au financement des régimes de retraite, a dit Gary. Lorsque la date du 31 décembre 2015 est arrivée où les régimes de retraite devaient être entièrement financés selon l'entente et que cela n'a pas été le cas, personne n'a été surpris.

Gary a expliqué que la section locale 1005 et d'autres organisations du mouvement syndical ont toujours soutenu que si c'est la province qui a permis à ces choses de se produire par des réglementations spéciales, et c'est bien ce qui s'est produit, alors la province se doit de renflouer les régimes de retraite et de réclamer les avoirs de US Steel au pays et aux États-Unis pour que la compagnie assume ses obligations.



Gary a dit que la situation actuelle à Hamilton et à Sault-Ste-Marie met en relief la nécessité que le Canada ait sa propre industrie métallurgique, une industrie dont tous les aspects seraient sous le contrôle des Canadiens et qui serait redevable au peuple. La crise économique aux États-Unis et dans d'autres pays et les répercussions de cette crise au Canada font en sorte qu'il devient évident que les Canadiens ne peuvent pas compter sur les autres pour faire ce qui s'impose. Les Canadiens doivent compter sur eux-mêmes et exercer un contrôle sur leur propre industrie métallurgique, a déclaré Gary.

Il a aussi rappelé que dès le commencement de cette nouvelle ronde de la LACC, les questions centrales ont toujours été le maintien de la production d'acier à Stelco, l'emploi, les régimes de retraite et les avantages sociaux à la retraite. En ce moment, le seul soumissionnaire en lice pour les actifs de Stelco qui fait même mention de ces responsabilités et s'engage à produire de l'acier est Essar Global Fund. Malgré cela, a dit Gary, le contrôleur de la LACC (un tiers parti désigné par la cour) a ordonné aux dirigeants de la section locale 1005 de ne pas rencontrer Essar parce que selon le tribunal cette compagnie ne fait pas partie du processus de vente. Ce diktat de la cour, qui va à l'encontre de toutes les revendications pratiques des métallos, démontre une fois de plus la nature antiouvrière et injuste de la LACC. On voit encore plus clairement combien il est important de tirer les choses au clair par une enquête publique sur cette institution, a dit Gary.

Les travailleurs n'ont aucun droit en vertu de la LACC, a ajouté Gary. Les droits humains sont suspendus sous la LACC. Les travailleurs ne peuvent même pas déposer un grief sur aucune question, sauf en cas de congédiement, dès que la compagnie se place sous la protection de la LACC. Cela en soi est une négation des droits des métallos qui travaillent selon une convention collective qui codifie les règles, a dit Gary.

Gary a dénoncé les récentes attaques de la LACC contre les régimes de retraite et les avantages sociaux à la retraite pour lesquels les métallos ont travaillé toute leur vie. Rien ne justifie une négation de ce qui revient de droit aux travailleurs, a-t-il dit. Ces avantages sociaux que la LACC rejette du revers de la main sont le fruit de négociations difficiles menées sous la menace de

concessions dans d'autres domaines monétaires. Les métallos ont déjà fourni leur temps de travail en échange de leurs régimes de retraite et de leurs avantages sociaux à la retraite, et personne, pas même un juge de la Cour supérieure, n'a le droit d'en priver les travailleurs. C'est une farce que de prétendre que cette action est justifiée par le fait que US Steel n'a pas d'argent pour payer les avantages sociaux à la retraite alors que la compagnie est riche à craquer, ayant 154 millions \$ en poche selon le rapport du contrôleur, sans parler de ses avoirs aux États-Unis, a dit Gary.

Il a dit que les avocats de la LACC reçoivent de la compagnie un montant mensuel à peu près équivalent au montant qui est normalement alloué aux avantages sociaux à la retraite. Il a expliqué comment le processus de la LACC pipe les dés contre les travailleurs, ajoutant que ni le syndicat ni personne, en fait, est autorisé à initier quelque chose devant le tribunal de la LACC et que tout doit passer par un avocat reconnu grassement payé. L'ensemble de ce processus qui n'a aucun sens doit être exposé dans une enquête publique pour qu'on élimine un monstre qui n'existe que pour servir les grandes entreprises et leurs intérêts privés, a dit Gary.

Bill Ferguson, le président de la section locale 8782, et Rob Newstead, le président de l'unité de la division de décapage de la section locale 8782, ont tous deux parlé avec coeur contre la LACC et le vol des pensions et des avantages sociaux des travailleurs.



**De gauche à droite : le député Paul Miller, le président de la section locale 8782 Bill Ferguson et le président de l'unité de décapage Rob Newstead.**

Paul Miller, le député provincial de Hamilton East-Stoney Creek, a dit qu'il appelait le gouvernement fédéral à lancer une enquête publique sur la LACC. Miller a dit qu'il était présent lors de la première ronde de la LACC dans le cas de Stelco et a pu voir que la loi est dépassée et biaisée, qu'elle exploite les travailleurs et est ouvertement au service des prédateurs financiers et des avocats. Il a dit que le processus de la LACC est déroutant, trop long, et parsemé de contentieux et d'amendements où les avocats jouent aux plus fins et les compagnies sortent gagnantes tandis que les travailleurs perdent ce qui leur appartient de droit.

Miller a expliqué que Rodney Scott, un ancien PDG de Stelco, avait orchestré la vente de Stelco, alors sous-évaluée, à US Steel après qu'il se soit lui-même procuré deux millions de nouvelles actions de Stelco à 5,50 \$ l'action en vertu de la LACC pour les revendre ensuite à 38,50 \$ l'action une fois que la compagnie a émergé de la LACC, s'appropriant ainsi personnellement 60 millions de dollars. Les représentants politiques doivent défendre les droits du peuple, a dit Miller, ajoutant que la conférence de presse envoyait un message clair à tous les représentants provinciaux et fédéraux à l'effet qu'ils doivent travailler pour les gens qu'ils représentent.

Gary a ensuite présenté d'autres participants qui ont parlé en faveur d'une enquête publique sur la LACC et à la défense des droits des travailleurs.

Scott Duvall, député fédéral de Hamilton Mountain et lui-même métallo pendant plus de 34 ans, a dit que la LACC, c'est le Far West, comme l'a toujours dit Rolf Gerstenberger. Elle n'a pas de règlements et le juge a des pouvoirs très étendus. Duval a dit que la situation en est rendue au point que non seulement les tribunaux de la LACC refusent-ils de reconnaître quelque obligation envers les régimes de retraites des travailleurs et leurs avantages sociaux, mais ils n'obligent même pas les compagnies à s'acquitter de leurs taxes municipales. Il a dit que le recours à la LACC est devenu un cancer qui se répand de Terre-Neuve jusqu'en Colombie-Britannique et doit être enrayé.

D'autres participants sont intervenus, dont Filomena Tassi, la députée fédérale de Hamilton West-Ancaster-Dundas, Bob Bratina, l'ancien maire de Hamilton et maintenant député fédéral de Hamilton East-Stoney Creek, et Matthew Green, conseiller du quartier 3 de Hamilton, ainsi que plusieurs autres.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**